

PRÉFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

DIRECTION du DEVELOPPEMENT DURABLE
et des POLITIQUES INTERMINISTERIELLES

Bureau de l'Aménagement du Territoire
et de l'Environnement

N° 2009.134

ARRÊTE PREFECTORAL DE MISE EN DEMEURE

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle
chargé de l'administration de l'Etat dans le département
Chevalier de l'ordre national du mérite

Vu le Code de l'Environnement, notamment son article L. 514-1 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 1997-112 du 5 novembre 1997 complété les 3 et 13 mai 2004, autorisant la société HONEYWELL PERFORMANCE FIBERS à exploiter une unité de fabrication de fibres synthétiques sur les territoires des communes de LONGLAVILLE et de MONT-SAINT-MARTIN ;

Vu le récépissé de changement d'exploitant du 3 janvier 2005 prenant acte que la société LONGLAVILLE PERFORMANCE FIBERS SAS se substitue à la société HONEYWELL PERFORMANCE FIBERS SAS ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2004-284 du 24 février 2005 ;

Vu le rapport de la société SOCOTEC du 27 mai 2009 concernant les mesures des émissions atmosphériques de la tour Marley exploitée par la société LONGLAVILLE PERFORMANCE FIBERS ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement du 15 juin 2009 ;

Considérant que la concentration et le flux d'acétaldéhyde présents dans les émissions atmosphériques de la tour Marley ne respectent pas les valeurs limites imposées à l'article 16.1 de l'arrêté préfectoral n° 2004/284 du 24 février 2005 ;

Considérant que les mesures mises en place par l'exploitant n'ont pas permis de ramener la teneur en acétaldéhyde à une valeur inférieure à celle imposée par l'arrêté préfectoral du 24 février 2005 susvisé ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1

La société LONGLAVILLE PERFORMANCE FIBERS, située sur les territoires des communes de LONGLAVILLE et MONT-SAINT-MARTIN, est mise en demeure de respecter strictement les prescriptions de l'article 16.1 de l'arrêté préfectoral n° 2004/284 du 24 février 2005, **sous un délai maximal de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté.**

Article 2

Faute pour l'exploitant de se conformer à la présente mise en demeure, il sera fait application des sanctions prévues à l'article L.514-1 du Code de l'Environnement, indépendamment des poursuites pénales.

Article 3

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente mise en demeure a été notifiée.

Article 4

M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Sous-Préfet de BRIEY, M. l'Inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

M. le directeur de la société LONGLAVILLE PERFORMANCE FIBERS

et dont une copie sera adressée à :

- M. le Maire de LONGLAVILLE
- M. le Maire de MONT-SAINT-MARTIN

NANCY, le **02 JUIL 2009**

Le secrétaire général
chargé de l'administration de l'Etat
dans le département,



François MALHANCHE